

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Lundi 1^{er} février 2016

Honte à l'Europe des barbelés

La Suède et la Finlande s'apprêtent à expulser une grosse partie des migrants accueillis en 2015 : car fuir la misère et la faim n'est pas une raison valable pour être accueilli au sein du continent le plus riche du monde... Quant à la France de Hollande, la question ne se pose même pas : Hollande ne s'était engagé à ne recueillir que 24 000 réfugiés en deux ans, soit en moyenne 1 000 par mois, quand la Suède, un pays dix fois moins peuplé, en a accueillis 200 000 rien qu'en 2015. Et en réalité la France n'en a accueilli jusqu'ici que 3 à 4 fois moins que prévus. Si les dirigeants suédois ont un comportement peu glorieux, comment ne pas qualifier d'infâme celui des dirigeants français ?

Un pas supplémentaire vient d'être franchi : les députés danois ont voté la confiscation à l'entrée des migrants de tous leurs biens au-dessus de 1 350 euros. En Suisse, en Allemagne en Bavière ou dans le Bade-Wurtemberg, on leur laisse encore moins. Ainsi, l'Europe achèverait de dépouiller les réfugiés avant de les renvoyer d'où ils sont partis, livrés aux mafias qui les avaient déjà rançonnés !

Les conséquences des interventions impérialistes

Comme si c'était de gaîté de cœur que ces familles avaient abandonné ce qui faisait leur vie dans des territoires mis à feu et à sang ! Car qui est responsable de tout ce gâchis ? Ceux qui ont bombardé l'Irak de Saddam Hussein ou la Lybie de Kadhafi, livrant ces pays à des bandes armées rivales qui tuent et rançonnent, se sont répandues tout autour, créant ou développant les Boko Haram, Aqmi et autres Daesh. Chaque bombe lâchée par un Rafale jette sur les routes des réfugiés par milliers qui fuient les combats en se précipitant vers une terre promise européenne... où on les chasse d'un camp, d'une « jungle » à un autre bidonville, pour finir refoulés et renvoyés à leur enfer.

La dureté des discours annonce celle des attaques

Quelle honte ! Comme on est loin de septembre dernier où la bouleversante photo du cadavre d'un gamin syrien sur une plage de Turquie avait ému l'opinion et, pour un temps, contraint les dirigeants européens à faire mine de compassion ! Finies leurs larmes de crocodile, la mode est désormais aux discours qui n'ont rien à envier à l'extrême droite.

En France, comme dans d'autres pays, certains invoquent « l'opinion publique » qui, à coups de sondages aux questions tendancieuses, approuverait la fermeté des dirigeants. Une opinion que les Hollande, Valls... voudraient tétanisée par la peur des attentats que contribuent à entretenir les déclarations martiales de nos dirigeants et l'état d'urgence en passe de devenir permanent ; comme la réduction des libertés et l'arbitraire total pour la police pouvait empêcher les attentats ! Mais l'heure n'est pas à la raison et le flic qui sommeille en tout ministre en profite...

Des mesures indignes sont donc prises. Pour justifier l'omniprésence policière, on fait voter une deuxième prolongation de trois mois d'un « état d'urgence » en passe de devenir permanent. En fait, il s'agit de lois d'exception inefficaces contre le terrorisme, mais pas contre nos libertés. Et, en arrière-plan, patronat et gouvernement profitent du climat ainsi créé pour multiplier les attaques contre les travailleurs en général, licencier ou condamner à la prison les militants en lutte, en tout cas tenter d'intimider et de couvrir la voix de ceux qui protestent... Mais leur affaire n'est pas dans la poche.

Une riposte à construire

Heureusement, samedi dernier, tous ceux qui protestaient contre les lois d'exception ont défilé dans la rue dans 70 villes du pays.

Contre ce monde d'injustice sociale et de privation de libertés, dont celle de se déplacer pour chercher du travail ou connaître une meilleure vie, il faudra bien une riposte du monde du travail, seul espoir pour remettre les pendules à l'heure.

Coup de froid sur le volontariat

Avec la période hivernale, c'est le retour des missions froides. Le hic c'est qu'il y a de moins en moins de volontaires notamment du côté des collègues prestataires, de plus en plus nombreux.

Rien d'étonnant quand on sait que la soi-disant « prime » d'environ 600 € pour les PSA se réduit à peau de chagrin chez les prestas. Avec des journées de 10 h, cette indemnisation ne fait que couvrir les heures sup⁹, ni plus ni moins.

Alors quand la direction fait mine de ne rien savoir, c'est de la pure hypocrisie car ça l'arrange bien d'avoir des salariés payés au rabais. C'est pourtant simple : à travail égal, c'est salaire égal.

PSA la mère en Batho

Jeudi dernier sur Carrières c'était promenade organisée pour l'ancienne ministre de l'écologie d'Hollande. Tout les pontes de la DRD étaient là pour faire la promotion de l'engagement écolo de PSA. C'est sûr que, par les temps qui courent, il y a besoin de com' pour redorer le blason de l'industrie auto.

Au menu notamment c'était visites des bancs qui servent essentiellement à valider les diverses optimisations spéciales cycle, nulle doute que cela a été mis en avant. C'était surtout l'occasion de quémander des subventions fiscales pour les véhicules à « faibles émissions » histoire de garder des bonnes marges de rentabilité au frais du contribuable. Pas de doute la com' pour noyer le poisson ça a du bon pour le patron !

T'es cassé !

Les entretiens annuels débutent. En 2016, plus question d'aborder nos « comportements », décision de la cour de cassation oblige. Pas trop tôt... Même si rien ne change pour l'évaluation 2015.

Restera qu'à abroger tous ces autres pseudo-motifs et prétextes qui nous éloignent d'une véritable augmentation.

La vraie fausse augmentation

Alléluia ! Après avoir vanté des futures primes, voici venu un argument de plus pour nous refaire le coup de la « modération salariale » : La participation PSA qui passe – enfin – à 50 % sur la cotisation à l'assurance mutuelle santé VITALI. Ils font passer pour une largesse et une augmentation de salaire (0,3 %) ce qui n'est qu'une mise en conformité avec la loi, dont l'application est obligatoire au 1er janvier 2016.

Quoiqu'il en soit, pas de quoi oublier la pingrerie de la direction et nos gels des salaires.

Quand on se bat, on n'est jamais perdant

À PSA Sochaux, au départ la direction voulait imposer seulement 2 semaines de congés en été. Les salariés ont alors fait tourner une pétition qui a récolté

rapidement 1800 signatures. Il y avait déjà eu 2 débrayages de 150 ouvriers à PSA Poissy. Craignant elle aussi une mobilisation sur les congés, la direction de PSA Sochaux a reculé et maintenu les 3 semaines de congés.

Sur certains sites de PSA, les salariés ont leur 4^e semaine obligatoirement morcelée en mai ou positionnée d'office là où ça arrange le patron. À Sochaux comme à Poissy, les salariés n'ont pas réussi à empêcher le fractionnement mais ils ont réussi par leurs mobilisations à limiter les dégâts.

Externalisons les patrons

Après que PSA ait externalisé la fonction support du service informatique (DSIN) elle continue maintenant sa saignée en s'attaquant aux fonctions développement de l'informatique. 200 collègues à qui on impose de passer chez le prestataire Cap Gemini, seraient touchés.

Segula chez les rouleurs, Cap Gemini à l'informatique et bien d'autres en MAP et sur les bancs. Un avant goût du NCS2 ? À ce rythme il n'y aura bientôt plus que Tavares comme salarié de PSA.

Solidarité avec les « Goodyears » condamnés

Huit salariés de Goodyear ont été condamnés mi-janvier à deux ans de prison, dont neuf mois fermes. Leur crime ? Avoir lutté contre la fermeture de leur usine, à Amiens, et la suppression d'un millier d'emplois. Et ils seraient coupable d'avoir « séquestré » deux cadres au cours de leur lutte. Alors que les cadres et l'entreprise avaient retiré leur plainte, la justice aux ordres du gouvernement a voulu faire un exemple. À l'appel notamment de la CGT de Goodyear, un rassemblement de soutien est organisé ce jeudi 4 février à Paris. Il faut faire remonter les protestations de partout contre cette condamnation inique.

Rendez-Vous Jeudi 4 février à 11 heures
Place de la Nation, à Paris

Un ami de plus de 30 ans

La semaine dernière le président iranien Rohani a été reçu en grande pompe à l'Élysée. Hier boycotté, le régime islamiste devient fréquentable. Les nombreux contrats signés avec la dictature par Vinci, Total, Bouygues, PSA et la SNCF illustrent la nature de cette amitié.

Présent depuis 1978 en Iran, PSA y a toujours gardé des relations commerciales quelles que soient les tensions politiques. Tavares et compagnie se lèchent les babines en envisageant un nouveau marché de 2 millions de voiture d'ici 2022.

Dans ce cas il n'y a qu'une chose à garder en tête : Les grèves audacieuses qu'ont menées 20 000 salariés de Khodros (partenaire de PSA sur place), il y a tout juste un an, malgré la brutalité de la répression.